



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 17 MARS 2023

mettant en demeure la société SAFETY KLEEN FRANCE de respecter une prescription de l'arrêté préfectoral du 25 septembre 1986 l'autorisant à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement situé Z.A du Hairy, 10 route de Strasbourg à Huttenheim (67230)

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 août 2018 portant prescriptions complémentaires à la société SAFETY KLEEN pour l'exploitation de ses installations situées à Huttenheim, zone d'activité du Hairy ;
- VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- VU le rapport du 14 février 2023 de la visite du 6 février 2023 de l'inspection des installations classées sur le site de SAFETY KLEEN à Huttenheim ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté le 6 février 2023 que l'exploitant n'avait pas mis en place un système de management environnemental et qu'il est ainsi établi le non-respect de l'annexe 2.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 qui veut que « *L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments demandés à l'annexe 2 I de l'arrêté du 17/12/19.* » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté le 6 février 2023 que l'exploitant n'avait pas mis en œuvre de mesure de réduction des émissions diffuses et qu'il est ainsi établi le non-respect de l'annexe 3 VI de l'arrêté ministériel du 17/12/19 qui veut que : « *L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles citées ci-dessous : cela inclut des techniques telles que :*

- *le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses par exemple) ;*
- *le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ;*
- *la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions.* » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté le 6 février 2023 que l'exploitant n'avait pas mis en place un programme de détection des fuites et qu'il est ainsi établi – respect des dispositions de l'annexe 3VI h de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 qui veut que : « *Lorsque des émissions de composés organiques sont prévisibles, un programme LDAR est établi et appliqué, selon une approche proportionnée aux risques, tenant compte en particulier de la conception de l'unité ainsi que de la quantité et de la nature des composés organiques concernés* » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté le 6 février 2023 que les cuves de solvants ne sont pas équipées de détecteurs de fuite et qu'il est ainsi établi le non-respect de l'annexe 3. VII f l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 qui veut que : « *Les fuites et conteneurs contenant des déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont munis :*
- de détecteurs de niveau ... » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté le 6 février 2023 que l'exploitant n'avait pas transmis l'étude hydrogéologique, ni implanté les piézomètres ni effectuer d'analyse des eaux souterraine et qu'il est ainsi établi le non respect de l'article 8.1.1 . de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 août 2018 qui veut que : « *L'exploitant plante en aval de ses installations, un réseau de points de surveillance (piézomètres) des eaux souterraines, dont le nombre et la localisation sont déterminés à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique qui définit le sens d'écoulement local des eaux souterraines et les vitesses d'écoulement au droit du site.*
Les paramètres de suivi des principales substances sont déterminés au vu des conclusions de l'étude. Le niveau piézométrique des points de contrôle est relevé lors des prélèvements.
Un état initial de la qualité de la nappe au droit du site est effectué systématiquement avant la définition des paramètres de suivi.
Une surveillance triennale est ensuite réalisée. »

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} - prescriptions à respecter

La société SAFETY KLEEN (siège : 65 avenue Jean Mermoz 93120 LA COURNEUVE), pour ses installations situées Z.A du Hairy 10 route de Strasbourg à Huttenheim (67230), est mise en demeure de respecter à compter de la notification du présent arrêté :

- les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019, Annexe 2.I dans un délai de 1 an :

L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments demandés à l'annexe 2 I de l'arrêté du 17/12/19

- les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019, Annexe 3 VI d dans un délai de 3 mois :

L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles citées ci-dessous :

cela inclut des techniques telles que :

- le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses par exemple) ;

- le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés

- la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions.

- les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019, Annexe 3 VI h dans un délai de 3 mois :

Lorsque des émissions de composés organiques sont prévisibles, un programme LDAR est établi et

appliqué, selon une approche proportionnée aux risques, tenant compte en particulier de la conception de l'unité ainsi que de la quantité et de la nature des composés organiques concernés

- les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.VII f dans un délai de 3 mois :

Les fuites et conteneurs contenant des déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont munis :

- de détecteurs de niveau

- les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2018, article Article 8.1.1. dans un délai de 3 mois :

L'exploitant plante en aval de ses installations, un réseau de points de surveillance (piézomètres) des eaux souterraines, dont le nombre et la localisation sont déterminés à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique qui définit le sens d'écoulement local des eaux souterraines et les vitesses d'écoulement au droit du site.

Les paramètres de suivi des principales substances sont déterminés au vu des conclusions de l'étude. Le niveau piézométrique des points de contrôle est relevé lors des prélèvements.

Un état initial de la qualité de la nappe au droit du site est effectué systématiquement avant la définition des paramètres de suivi.

Une surveillance triennale est ensuite réalisée.

Article 2 - mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 - sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 - exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- la sous-préfète de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAFETY KLEEN, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Huttenheim.

La préfète,


Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général

Mathieu DUHAMEL 3/3

